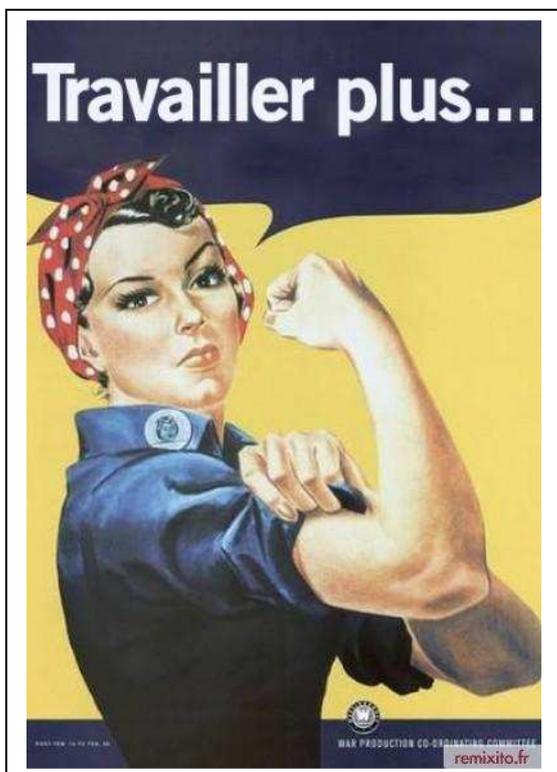


Janvier 2011

« passées les bornes, il n'y a plus de limite »
 Pierre DAC



Deux suppressions d'emplois de cadre C à la DIRCOFI pour 2011 !

Dans les documents préparatoires pour le CTP du 4 janvier remis aux représentants des personnels, **ces suppressions ont été réparties par des fléchages localisés par mission et par la méthode de l'efficience.**

La DIRCOFI SUD-EST est une petite structure et personne ne peut nier que chaque suppression a des conséquences très graves sur l'exercice de la mission.

Le premier poste supprimé concerne une secrétaire de brigade à AVIGNON. Sachant qu'il n'y a pas de contrôleur dans les deux brigades avignonaises, la sanctuarisation du contrôle fiscal a du plomb dans l'aile !

Le second poste résultant de la création des emplois CHORUS impacte directement la division des ressources humaines et celle gérant le Bureau d'ordre.

Nous témoignons de notre solidarité envers ces deux agentes.

Résultats du massacre en PACA

Détail des suppressions Bouches du Rhône	A	B	C	Total net
Filière fiscale	+ 4	+ 11	- 67	- 52

Détails des suppressions Vaucluse	A	B	C	Total net
Filière fiscale	+ 2	+ 4	- 14	- 8

Détails des suppressions Var :	A	B	C	Total net
Filière fiscale	+ 4	+11	- 30	- 15

Détails des suppressions Alpes Maritimes:	A	B	C	Total net
Filière fiscale	+ 8	+4	- 35	- 23



Pouvoir d'achat : la France des riches !

A quoi servent les riches ? Une drôle de question qui n'aurait peut-être pas résonné avec autant de pertinence au début du quinquennat. Le riche est alors une figure triomphante et le candidat Sarkozy fait une sacrée promesse : levez-vous tôt, et vous avez quelques chances d'en être. Une fois élu, on connaît l'histoire. Sarkozy envoie des signes politiques très clairs : on peut choisir ses copains chez les patrons du CAC 40, bouffer au Fouquet's, avoir une montre à 20 Smic... et être un élu du peuple. Ça ne te plaît pas ? « Casse-toi pauvre con. » Mais voilà, la machine à produire du rêve a surtout produit de la frustration.

Un récent rapport du Syndicat national unifié des impôts nous montre que les flux des départs à l'étranger de redevables de l'ISF représente un taux marginal, variant entre 0,13 % et 0,18 % de 2001 à 2008, et que le bouclier fiscal n'a pas diminué de façon significative ce taux. Plus intéressant, on apprend par ce rapport que la France est le troisième pays par le nombre de ses millionnaires derrière les Etats-Unis et le Japon, mais devant l'Allemagne et le Royaume-Uni (1). (extrait de l'article de Benoit BORRUTS regards.fr)

Les fonctionnaires ont été gâtés cette année. Après le passage sur la loi sur les retraites (p....., 62 ans), une kyrielle de mesures ont été prises :

- suppression du principe « du salaire continué » à compter du 1^{er} juillet 2011, si la pension demeurera mise en paiement à compter du 1^{er} jour du mois suivant la cessation d'activité, la rémunération sera interrompue à compter de la cessation d'activité. Désormais, pour ne pas perdre d'argent, il est impératif de partir à la retraite en fin de mois ou à la limite d'âge.
- le taux de cotisation passera de 7,85% à 10,55% . Ce relèvement de taux s'étalera jusqu'en 2020.
- A compter du 01/01/2012, le départ anticipé des fonctionnaires ayant trois enfants sera supprimé.

Conditions de vie au travail : la DIRCOFI SUD EST doit revoir sa copie !

Dans le cadre du document unique, le directeur a présenté au CHS du Vaucluse, des Bouches du Rhône et du VAR son plan de prévention.

S'agissant des risques psychosociaux et du risque routier, celui-ci a pris des mesures folkloriques.

Lors de ces CHS, la DIRCOFI s'est fait chaque fois retoquer. Le travail énorme fourni par l'ACMO n'est pas en cause.

Manifestement, pondre une note pour les vérificateurs en les incitant à procéder à une vérification périodique de l'état de leurs pneumatiques ferait hurler de rire. Les agents n'ont pas du tout apprécié ce « foutage de gueule » au regard du niveau de indemnités kilométriques et des modalités de leur remboursement.

A quand une note pour la vérification des freins, la recommandation de vidange ??

Pour le stress du management par les indicateurs, des objectifs non adaptés, une évidence s'impose : plus de travail, moins d'agents, perte de qualité, la côte d'alerte est dépassée. Des changements sont urgents et impératifs. L'encadrement doit recevoir une véritable formation à la sécurité et santé au travail.

Lors de la mise à jour du DU, les agents doivent faire remonter leurs critiques et demander des mesures de prévention adaptées.

Les représentants de l'UNION sont là pour porter vos revendications : un travail de qualité dans des



INDIGNEZ VOUS ! Dans un texte paru récemment, M. Stéphane HESSEL, 93 ans, grand résistant , échappé des camp de BUCHENWALD et DORA, co-rédacteur de la déclaration universelle des droits de l'Homme nous invite à lui emboîter le pas lorsqu'il appelle à une insurrection pacifique . Il nous souhaite à tous d'avoir un motif d'indignation. **Nous en avons de multiple !!!**

Casimir – L'île aux enfants (private joke !!!)

Voici venu le temps de l'évaluation-notation

**Dans l'île aux enfants
C'est tous les jours la galère.
C'est le pays ennuyeux des agents stressés
Des agents sous pression qui flippent
Oui c'est la DGFIP
Cette comédie ne va pas loin :
Car il suffit d'un peu de pression
Pour que tout autour de vous
Les chefs de division
obtiennent leur promotion...
Si seulement vos encadrants
Avaient le temps de vous écouter
Tout serait tellement plus gai
Et pour chacun la vie serait plus facile...
Mais le soir, dans le noir,
Quand bien au chaud, votre journée s'achève
Vous pouvez constater
Que les remboursements de frais
ne sont toujours pas payés !**

Lala laa la la lalala
Lallala lala

PS : Attention, nous appelons au boycott de cet entretien d'évaluation ;
Ceux qui ne suivent pas cet appel doivent être extrêmement vigilants
Le chef de service doit leur indiquer quelle variation positive leur sera attribuée. Un
entretien doit se préparer.

Vous avez le droit de faire consigner vos observations (à saisir dans AGORA)

Les militants SNUI SUD TRESOR SOLIDAIRES sont là pour vous aider.

N'hésitez pas à faire appel à nos services.

BEST OF du dernier rapport à l'assemblée nationale sur la DGFIP en matière de contrôle fiscal

Le rapporteur M. Gilles CARREZ relève que « la Cour des Comptes a constaté que la DGFIP a donné la priorité aux objectifs de rendement (nombre de contrôles et montants à recouvrer) orientant ainsi les contrôles vers les dossiers les plus faciles et délaissant les dossiers les plus complexes qui obligent à des enquêtes longues. Cette orientation a pour effet de rendre la couverture des contrôles inégale sur certaines catégories de contribuables et de dispositifs fiscaux et sur certaines zones géographiques.

Le rapporteur, comme l'a dénoncé l'Union SNUI SUD Trésor SOLIDAIRES, que pour les vérificateurs le soupçon de rendement au profit d'une qualité des contrôles fiscaux complexes est vivace.

La DGFIP a reconnu, au cours d'audition avec le Rapporteur la nécessité de réviser la répartition des services du contrôle fiscal en prenant en compte du tissu économique et fiscal.

Quant à la certification des brigades, le Rapporteur relève que la qualité ou la pertinence d'une opération de contrôle, elle n'est pas certifiée. « Il reste surpris de cet exercice, qui déclare s'inscrire dans la démarche de la Charte du contribuable, onéreux car réalisé par des prestataires extérieurs alors que les moyens sont comptés, et qui jette a priori une suspicion sur les services de contrôles fiscaux.

L'orientation prise par l'Etat d'assurer des prestations de services à des usagers contribuables paraît s'opposer à la notion de service public, en particulier pour des fonctionnaires du contrôle fiscal qui ne peuvent que difficilement concevoir leurs fonctions comme une prestation ».

Il constate que le nombre des contrôles fiscaux s'érode inexorablement depuis 2006

	2006	2007	2008	2009
Contrôle sur place	47 851	47 784	47 844	47 703
ESFP	4 578	4 503	4 166	3 912
TOTAL	52 429	52 292	52 010	51 615

Le nombre de plaintes pour fraude fiscale comme le nombre des propositions de poursuites transmises à la CIF décline lentement.

« Quelle peut donc être la portée des dispositifs juridiques renforcés si les moyens humains des contrôles restent au mieux stables alors que les pratiques frauduleuses ont de plus en plus complexes ?

Il conclut : « la nécessité de renforcer les équipes de contrôle s'impose. ce besoin se fonde également sur la complexité et les délais nécessaires à la conduite d'un contrôle fiscal de dimension internationale. Le non remplacement d'un départ à la retraite sur deux est un choix politique qui ne peut s'appliquer mécaniquement.....

Il relève que toutes les fonctions supportent des réductions d'effectif y compris le contrôle fiscal.

Le Rapporteur constate un accroissement de plus 47% des cadres A+ depuis 2006 ; La catégorie C a perdu 20% des effectifs au cours de la même période

L'impact financier de la réduction des effectifs sur les crédits de personnel est absorbé par l'augmentation du taux de cotisation au CAS Pensions, la rémunération de l'encadrement et le coût salarial de la création de la DGFIP. (le coût de travaux immobiliers suite à la création de la DGIP s'élève à plus de 64 millions d'euros)

Le Rapporteur se réfère de multiple fois à l'analyse de l'UNION SNUI SUD TRESOR SOLIDAIRES. Ceci établit le bien-fondé de nos analyses et de nos revendications.

La section SNUI SUD TRESOR de la DIRCOFI SUD-EST est là pour vous accompagner et défendre vos intérêts

Représentants CTP de l'Union SNUI-SUD Trésor Solidaires			
Titulaires José-Valentine SAMARAN William LANGLINAY Fabrice ARRETTI		Suppléants Richard PERRIN Annie CORBE Isabelle THERON	
Représentants CAPL de l'Union SNUI-SUD Trésor Solidaires			
Titulaires José-Valentine SAMARAN William LANGLINAY Fabrice ARRETTI Daniele LUCCIARDI Eliane LORMIER		Suppléants Richard PERRIN Philippe ODDONE Isabelle THERON Annie CORBE Marc PALMIERI	